

Semaine du 31 décembre au 6 janvier 2008 n° **196**

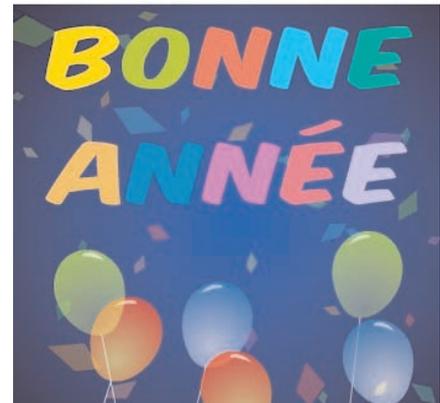
Sommaire

Édito

Bonne année... quand même !

- **Fillon** : en finir avec les 35 heures
- **Hôpitaux** : la grève des urgentistes fait tache d'huile
- **Samu** : nouvelle grève des pilotes d'hélicoptères
- **Créations d'entreprises** : plus de travailleurs indépendants en 2005, avec moins de revenus
- **Radio France** : pétition intersyndicale contre la pub de marques à l'antenne
- **Ockrent en Égypte avec Sarkozy** : le SNJ-CGT de France 3 dénonce un « mélange des genres »
- **Rendez-vous retraite 2008** : Fillon enferme les négociations dans le scénario de l'allongement

Cette lettre électronique écrite aux dernières heures de 2007 tombe dans votre boîte électronique au milieu, sans doute, de quelques courriels indésirables, de vœux désintéressés des commerçants de la Toile, de notes de service et de courriels de travail accumulés durant ces quelques jours où vous avez décroché en famille. Nous savons par vos réactions, par l'affichage que certains font sur leurs tableaux syndicaux, par le transfert vers d'autres boîtes, que cette *Lettre électronique* vous est utile, qu'elle est devenue un rendez-vous. La direction de l'Ugict-CGT et la rédaction de *L@ Lettre* s'en réjouissent et vous adressent leurs meilleurs vœux pour cette année 2008. Un coup d'œil dans le rétro histoire de voir d'où l'on vient et surtout comprendre ce qui nous attend. Car en matière sociale, l'agenda 2008 ressemble à un « copier coller » en accéléré des mois que nous venons de vivre. Il n'y aura eu aucune pause en 2007 et il n'y en aura pas en 2008, tant l'exécutif ambitionne de profiter à fond de l'avantage que lui a donné



le suffrage universel, mais que semble désormais lui contester les enquêtes d'opinion. C'est qu'en effet le bateau Sarkozy est rattrapé -et il le sera de plus en plus- par les réalités. Les réformes passent, mais ce qui fait le quotidien des Français demeure, s'aggrave. Et cela ne se vérifie pas que sur la question du pouvoir d'achat sur laquelle butte sa politique. Ce qui a été accompli cette année 2007 va garnir l'escarcelle des plus riches et continuer d'assécher le pouvoir d'achat des salariés. Les franchises médicales qui entrent en application cette semaine, la hausse du gaz sont des résultats tangibles de la politique de ce gouvernement. Car les mesures concernant le pouvoir d'achat prises cet été sur l'air du « *travailler plus pour gagner plus* » n'ont pas d'autre effet que de dévaluer le prix unitaire de l'heure de travail au seul bénéfice des entreprises et au détriment de la protection sociale. Les salariés les plus qualifiés, en charge ou non d'encadrement, n'ont pas besoin de travailler plus, en revanche beaucoup ont besoin de travailler tout court. D'ailleurs, ceux qui bénéficient des RTT ne veulent pas les monnayer tant ce temps libre gagné leur est devenu précieux. En revanche, ils veulent que soient reconnues leurs qualifications, leurs responsabilités dans une traduction salariale sonnante et trébuchante. Alors tout ce que l'on peut souhaiter pour cette année 2008, c'est que les mobilisations grandissent autour du pouvoir d'achat et des salaires, notamment dans la période prochaine où devront s'ouvrir les Négociation Annuelles Obligatoires dans les entreprises. C'est le talon d'Achille de ce gouvernement, c'est le cauchemar du Medef.

Fillon

En finir avec les 35 heures

Dans une lettre aux syndicats et au patronat qui fait suite à la conférence de l'Élysée du 19 décembre sur l'agenda social, François Fillon a précisé jeudi 27 décembre, son intention de parvenir « à un droit de la durée du travail plus adaptable », et de mettre en question le seuil actuel de déclenchement des heures supplémentaires et leur majoration. Le seuil de déclenchement des heures supplémentaires, qui correspond à la durée légale de 35 heures, est l'horaire hebdomadaire à partir duquel un salarié perçoit une majoration pour heure supplémentaire, et est payé en théorie 25 % de plus qu'une heure normale. « À quelles conditions de validité devrait être soumis un accord d'entreprise pour qu'il puisse librement déterminer les règles applicables en matière de durée du travail, dans le respect des limites maximales prévues par la loi : seuil de déclenchement des heures supplémentaires, taux de majoration applicables... ? », interroge le Premier ministre.



Hôpitaux

La grève des urgentistes fait tache d'huile

Le syndicat national des anesthésistes réanimateurs (Snphar) et le syndicat des médecins anesthésistes réanimateurs non universitaires (Smarnu) ont annoncé vendredi qu'ils s'associaient, à partir du 3 janvier 2008, à la grève lancée par les médecins urgentistes. Une grève entamée lundi 24 décembre par les urgentistes hospitaliers pour obtenir la rémunération d'heures supplémentaires impayées depuis des années et très



et astreintes » ainsi qu'un « statut de médecin hospitalier rénové ». Le mouvement est sans conséquence pour les patients, les administrations ayant assigné les personnels pour qu'ils continuent de travailler. Le Snphar réclame notamment une « revalorisation substantielle de la permanence des soins, gardes

Samu

Nouvelle grève des pilotes d'hélicoptères

Les pilotes d'hélicoptères affectés au transport d'urgence des 36 Samu de France ont entamé lundi matin une grève du 24 décembre au 2 janvier inclus, pour réclamer notamment des hausses de salaire. La cinquième grève de l'année, à l'appel du SNPL et de la CGT vise à souligner l'enlisement des discussions. Parmi les principales revendications des pilotes d'hélicoptères, figurent notamment « une revalorisation sérieuse de la grille salariale, le respect des congés payés, la participation aux bénéfices en fin d'année ». Les pilotes demandent également « le paiement des heures effectuées sur réquisition » et attendent du gouvernement la publication d'un « décret relatif à la durée du travail du personnel navigant » affecté à des opérations aériennes civiles d'urgence par hélicoptère.



Créations d'entreprises

Plus de travailleurs indépendants en 2005, avec moins de revenus

Selon une étude de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acof), le nombre de travailleurs indépendants a augmenté de 4,6 % en 2005 par rapport à l'année précédente, passant le seuil des 2 millions de personnes, mais leur revenu moyen a baissé pour la première fois depuis cinq ans. Cette croissance s'explique notamment par une forte hausse des créations d'entreprises individuelles ou gérées par des indépendants (+ 28 % depuis 2001), surtout dans



l'immobilier (+ 31 %), les activités comptables et de conseil (+ 27 %), et les autres activités tertiaires (+ 29 %). La forte croissance du nombre d'entreprises depuis 2004, et donc leur rajeunissement, explique en partie cette évolution. Mais les travailleurs indépendants présents depuis 2001 voient également leur revenu moyen ralentir, de 0,9 % en 2005. Parmi eux, ce sont les commerçants (- 2,6 %) qui en pâtissent le plus, devant les artisans (- 1,6 %).

Radio France

Pétition intersyndicale contre la pub de marques à l'antenne

Les syndicats de Radio France (CGT, CFDT, CFTC, SUD, SNJ, SJA-FO), ainsi que la Société des Journalistes (SDJ), ont mis en ligne mercredi une pétition contre un éventuel assouplissement des règles qui interdisent aux antennes du groupe public de faire de la publicité de marques sur les antennes de France Inter, France Info, France Culture, France Musique, Le Mouv', Fip, et le réseau des stations locales France Bleu. La ministre de la Culture et de la Communication, Christine Albanel, s'est prononcée en faveur d'une « évolution » de la publicité au sein de Radio France, estimant qu'il en faudrait « moins en quantité et plus en diversité », excluant néanmoins la grande distribution. La pétition, intitulée « Assez de pub à Radio France ! », est en ligne à l'adresse :

<http://www.wmaker.net/assezdepubaradiofrance/>



Ockrent en Égypte avec Sarkozy

Le SNJ-CGT de France 3 dénonce un « mélange des genres »

Le SNJ-CGT de France 3 a estimé mercredi que la venue annoncée en Égypte de la journaliste Christine Ockrent, compagne du ministre des Affaires étrangères, auprès de Nicolas Sarkozy, constituait un « mélange des genres » que les téléspectateurs « comprennent de moins en moins ». « C'est un nouveau coup dur à avaler qui renforce la nécessité d'arrêter ces intérêts croisés entre les politi-



ques, les journalistes et les industriels qui possèdent les médias. Il est plus que jamais utile de renforcer l'indépendance des rédactions, notamment vis-à-vis des puissances politiques », estime Jean-François Téaldi, responsable du SNJ-CGT à France 3. « C'est aux directions de prendre des mesures lorsqu'il s'avère qu'une activité est incompatible avec la mission qui nous est impartie ».

Rendez-vous retraite 2008

Fillon enferme les négociations dans le scénario de l'allongement

Dans les projets de décrets sur les régimes spéciaux préparés par le Premier ministre, celui-ci tient pour acquis un allongement progressif de la durée de cotisation à 41 ans après 2008, tant pour le public que pour le privé. Il se confirme donc bien ce que la CGT avait annoncé : la réforme des régimes spéciaux n'a pas d'autre but que d'entamer le même processus d'allongement de la durée de cotisation pour l'ensemble des salariés. Le scoop si l'on peut dire, n'est donc pas pour les salariés des régimes spéciaux de voir que la fusée de la réforme aura bien plusieurs étages, mais pour l'ensemble des salariés du privé pour qui les négociations n'ont pas encore commencé. En effet, une fois encore et faisant fi du dialogue qui devrait s'ouvrir en 2008, le président Sarkozy et son « collaborateur » de Matignon fixent le but de la négociation. Cette annonce, au cœur de la « trêve des confiseurs » confirme bien que le rendez-vous retraite de 2008 est déjà commencé et qu'il va justifier une réaction unitaire et convergente entre public et privé pour refuser ce nouvel allongement. Car on connaît déjà les effets néfastes de cette mesure, appliquée faut-il le rappeler, depuis les réformes Balladur-Veil de 1993 et de la réforme Fillon de 2003. Cet allongement est un puissant levier pour faire baisser le niveau des pensions, notamment pour les salariés les plus qualifiés qui ont fait de longues études. Il est aussi sans aucun effet sur la durée de la carrière et la France reste à la traîne pour le taux d'emploi des salariés âgés. Lire sur ce sujet le communiqué des fédérations CGT des transports, cheminots, mines-énergie qui appellent à la grève et à une manifestation nationale le 22 janvier à Paris. (http://www.cgt.fr/internet/html/lire/?id_doc=5662).

